

Le citoyennisme ou le militantisme intégral

Nous assistons depuis une génération partout en Occident, le Québec n'y échappe pas, à la montée en puissance d'une forme inédite de militantisme, le *citoyennisme*. Derrière ce néologisme – saisi ici de manière non péjorative – se trouve un mouvement par lequel tout un chacun, en sa qualité de citoyen conscientisé, est invité à rompre avec l'apathie ambiante afin de prendre part à des initiatives dites « citoyennes ». Ce mouvement repose sur la conviction profonde entretenue par chacun qu'interpelle ce nouvel activisme, que toute personne, en sa qualité de simple citoyen, possède un certain pouvoir d'influence au sein de la société, c'est-à-dire qu'elle peut, à sa façon et suivant ses aptitudes et ses expériences, contribuer à mettre en place dans son entourage des solutions aux problèmes auxquels nous sommes collectivement confrontés. Car, en définitive, chaque geste compte, chaque initiative peut faire la différence, aussi modeste soit-elle. Tous peuvent « faire leur part », chacun doit « faire sa part ». Aussi, le citoyen militant est-il celui qui s'« implique », s'engage, participe, bref, qui se mobilise. « Devenez leader de votre communauté » est son slogan. « Soyez «proactif» » est son mot d'ordre.

Cet activisme nouveau genre trouve son expression dans l'idéal du citoyen *responsable*. La responsabilité, sur le mode de la responsabilisation de chacun pris individuellement, serait ainsi devenue à notre époque la vertu civique par excellence. Est responsable tout citoyen qui, consciencieux puisque conscientisé, sait d'une part, au quotidien et dans l'anonymat de sa vie privée, poser les bons gestes, faire les bons choix et, d'autre part, dans son entourage, que ce soit à la maison, dans son quartier ou dans son milieu de travail, n'hésite pas à se mobiliser pour les bonnes causes, à participer à des initiatives citoyennes. Ainsi, fait preuve de responsabilité citoyenne celui qui, animé d'une conscience écologique (on le dit alors « écoresponsable »), achète du détergent à lessive « vert », utilise du papier d'imprimante recyclé, conduit une voiture hybride ; sensibilisé au sort des moins fortunés (surtout lorsqu'ils vivent sur d'autres continents), il contribue à des levées de financement en vue de soutenir la construction d'une école au Soudan ; dans un souci de prise en charge par les citoyens de leur propre « destinée » (autrement dit, d'« *empowerment* »), il milite pour le renforcement de la gouvernance locale au sein de l'école de son enfant ; au nom de l'idéal du développement durable, il met sur pied un collectif en vue du prolongement du réseau de pistes cyclables dans sa ville ; préoccupé par l'état de la santé publique, il milite pour l'abolition de la malbouffe dans les hôpitaux et les écoles ; ou encore, interpellé par le désir de contribuer à faire des grandes villes des milieux de vie plus durables, il se mobilise pour la réintroduction de poules pondeuses en milieu urbain, etc. Les causes que défend le citoyennisme sont nombreuses, les initiatives qu'il déploie sont multiples et ses acteurs viennent de plusieurs milieux. Ce mouvement constitue sans conteste une force incontournable au sein de l'espace public québécois contemporain.

D'aucuns s'entendent pour reconnaître dans le citoyennisme un mouvement animé d'intentions louables, en ce que les valeurs qui s'y rattachent font largement consensus, dans l'opinion publique québécoise du moins. Qui serait en effet assez imprudent à notre époque pour s'afficher publiquement

contre ces valeurs ? Ces valeurs et, dans une large mesure, le mouvement qui les défend sont assurément au cœur de la nouvelle *doxa* de notre temps. Mais en quoi cette nouvelle forme de militantisme se distingue-t-elle des formes traditionnelles d'activisme politique ? Quelles sont ses véritables visées ? Par quelles stratégies le citoyennisme entend-il parvenir à ses fins ?

LES DEUX CHAMPS D'ACTION DU CITOYENNISME

Même si l'action citoyenniste est marquée par une grande diversité d'initiatives, on peut néanmoins en dégager deux principaux champs d'action.

Le premier est celui de la *consommation responsable*. Le citoyennisme milite d'abord et avant tout pour l'achat de produits équitables, pour l'achat local, la consommation durable, l'investissement responsable, le tourisme socio ou éco-responsable, la mode éthique, etc. Son action s'inscrit ainsi largement dans le prolongement des actions menées par les associations de défense des consommateurs apparus à partir des années 1970 – mais dont les origines remontent à certains mouvements ouvriers européens de la fin du XIX^e siècle. Or, l'objectif général que poursuivent les citoyennistes se distingue néanmoins de celui poursuivi par ce mouvement plus ancien avec lequel le citoyennisme continue aujourd'hui de cohabiter, en ce qu'il ne vise pas prioritairement la défense des intérêts des consommateurs – même si cela peut à l'occasion, accessoirement, produire un tel effet. L'objectif du citoyennisme est beaucoup plus large et assurément plus désintéressé. À la base de son action réside la conviction qu'à chaque geste de consommation, aussi anodin soit-il – de l'achat d'une ampoule électrique, d'un gel-douche, en passant par celui d'un barbecue, d'une poussette pour bébé, au choix d'une compagnie de déménagement ou encore d'un fonds de placement pour la cotisation à son REER –, sont associés des impacts sociaux, environnementaux ou économiques. La prise en compte de ces impacts et de leurs effets dans les choix de consommation est au cœur d'une consommation dite responsable. Car en définitive, le militantisme citoyen estime qu'en influençant la demande – et ici, on ne saurait trop insister sur ce leitmotiv propre à ce mouvement, « chaque geste compte » –, on pourrait en fin de compte, par effet domino, modifier l'offre. Car « si demain matin tout le monde se mettait à acheter des produits équitables, cela conduirait alors inévitablement à transformer le capitalisme », raisonne le consommateur responsable.

Ainsi, par cet appel à une consommation responsable, le citoyennisme appelle-t-il à la reconnaissance qu'en chacun de nos gestes quotidiens de consommation se trouve le potentiel d'une action militante. Chacun d'eux, aussi anodin soit-il, recèle une portée ou une signification qui, bien que pas tout à fait politique – nous y reviendrons –, est néanmoins dominée par des préoccupations allant bien au-delà de l'horizon limité au sein duquel le geste est posé et bien au-delà du simple besoin de consommation individuel et circonscrit qu'il est d'abord et avant tout sensé combler. Ainsi comprend-on ce slogan populaire qui résume à lui seul l'une des principales ambitions du citoyennisme : « Acheter, c'est voter » ! Le citoyen responsable est celui qui, en achetant des produits écologiques, équitables et solidaires, se sent mobilisé pour un monde plus vert, plus équitable, plus solidaire. Bref, faire des choix de consommation, c'est poser des gestes militants. Bienvenue à l'ère du consommateur militant, ou du « consom'acteur ».

Le deuxième champ d'action du citoyennisme est celui de *l'engagement citoyen*. Ce champ couvre un vaste horizon d'actions, de campagnes de mobilisation ou de sensibilisation, de projets, d'initiatives de toutes sortes touchant une panoplie de domaines d'activités du champ social, culturel, politique ou économique, dont nous avons plus haut donné quelques exemples. Car derrière le terme de « citoyennisme » se cache non pas un groupe homogène de militants agissant à l'intérieur d'une

organisation centralisée ou de structures rigides, mais bien une diversité d'acteurs poursuivant des actions chacun de leur côté. Faire preuve de responsabilité citoyenne implique toujours une certaine « responsabilisation », soit, sur un mode actif, une forme de participation, de mobilisation, bref d'engagement individuel. Au nom d'un idéal de démocratie participative, le citoyennisme est guidé par un but général, lequel, par delà les objectifs précis et concrets recherchés en chacune des initiatives auxquelles elle donne corps, consiste à amener les citoyens à investir leur entourage (que ce soit leur milieu de travail, leur quartier, leur famille et même leur vie privée) d'une conscience citoyenne. Le citoyen militant est celui qui ne rate aucune occasion de faire preuve d'engagement, en tous lieux et en tout temps. Ainsi, suivant ce deuxième champ d'action, le citoyennisme plonge-t-il ses racines plus profondément au sein de la société civile, rejoignant ici, à titre de compagnon de route, d'autres mouvements militants, la plupart plus politisés, certains plus radicaux, tels que les groupes communautaires ou populaires, les organisations non gouvernementales, les groupes de pression ou d'intérêts et les autres lobbys politiques, de même que le mouvement altermondialiste. Le citoyennisme s'affiche aujourd'hui comme un acteur de premier plan de la société civile.

En quoi le citoyennisme se distingue-t-il de ces autres groupements militants ? Qu'est-ce qui fait son originalité ? En quoi le citoyennisme est-il un mouvement politique ?

LE DOUBLE REFUS DE LA POLITIQUE TRADITIONNELLE

Conformément à ses deux grands champs d'action, le citoyennisme se distingue doublement de l'action politique traditionnelle. D'une part, il refuse le jeu de la politique institutionnelle, alors que, de l'autre, il répugne à inscrire son action dans une visée politique plus radicale de contestation. Ni politiquement conformiste, ni réellement politiquement contestataire, le citoyennisme se tient en quelque sorte à double distance du jeu politique.

D'abord, à la différence de la politique traditionnelle, c'est-à-dire celle qui se pratique au sein des partis politiques institutionnalisés, le citoyennisme *ne vise pas le pouvoir*. En vérité, en tant que mouvement militant, il n'entend pas revendiquer lui-même le pouvoir – il préfère laisser cela aux partis politiques traditionnels –, et ne vise pas non plus à garantir l'octroi de nouveaux pouvoirs particuliers, de nouveaux droits ou de statuts distincts – il laisse cette lutte pour les droits aux groupes de pression et aux autres groupes d'intérêt actifs dans la société civile. C'est qu'en réalité, les citoyennistes s'accommodent très bien de la part de pouvoir qu'ils possèdent déjà chacun, en tant que citoyens libres, dépositaires à titre individuel de la souveraineté politique. Ce pour quoi milite le citoyennisme, et ce, au nom de l'idéal de démocratie participative auquel il souscrit, est simplement l'occupation d'espaces de mobilisation au sein desquels les citoyens peuvent exercer le pouvoir dont ils sont toujours déjà porteurs en tant qu'individus libres et autonomes. Tout au plus, dans certains cas, le citoyennisme aime-t-il à entretenir l'espoir que ses initiatives puissent influencer les milieux politiques. Mais dans tous les cas, le citoyennisme se tient en général loin du pouvoir politique institutionnalisé.

Si, par ailleurs, le citoyennisme se tient loin de la politique, entendue ici dans son sens large, c'est qu'il s'alimente également à une *certaine méfiance à l'endroit à la fois des politiciens et des partis politiques, de même que des représentants de l'État en général*. En effet, c'est qu'à ses yeux, ces derniers ne seraient pas à la hauteur des enjeux actuels auxquels la société fait face, embourbés qu'ils sont ou bien dans le jeu de la politique électoraliste ou politicienne pour les premiers, ou bien dans la lourdeur de la bureaucratie étatique pour les seconds. Tous deux seraient en réalité largement incapables de faire face à ces enjeux. Un tel discours trouve bien sûr un certain écho au sein des mouvements libertariens et des discours néolibéraux, même si, à la différence de ces derniers, le

citoyennisme se veut foncièrement libre de toute forme d'asservissement idéologique – ajoutons, dans le même sens, que, s'il démontre en général une certaine sensibilité de gauche, par les luttes dans lesquelles il s'investit, il s'abreuve néanmoins d'une certaine vision de droite par son discours et par la conception de la société qui l'accompagne. Dans la mesure où il s'affirme libre de toute allégeance partisane – il n'a par exemple à se soumettre à aucune ligne de parti et à chercher aucun vote – et qu'il puise à même l'énergie et le dévouement de chacun de ses militants volontaires, lesquels jouissent ainsi en définitive d'une très grande liberté d'action, le mouvement citoyen se considère généralement plus à même que les représentants traditionnels du pouvoir de savoir ce qui est bon pour la société et, du coup, le plus apte à mobiliser pour mettre en oeuvre des solutions aux problèmes sociaux. Bref, les citoyens militants entretiennent le sentiment que les citoyens peuvent bien souvent se passer des politiciens et de l'État : forts de leurs propres capacités à se mobiliser, ils pourraient trouver eux-mêmes des solutions aux problèmes de la société et les mettre en oeuvre par leurs propres moyens.

Ensuite, s'il rechigne au jeu de la politique des partis ou des groupes institutionnalisés, le citoyen militant se *tient également loin de toute forme de militantisme radicalement contestataire, subversif ou révolutionnaire*. Même si, par le biais de certaines campagnes de sensibilisation qu'il peut mener, son action vise à conscientiser ou à éduquer la population en général aux enjeux sociaux les plus importants – une mission qui, force est de constater, sans être à proprement parler révolutionnaire, est néanmoins porteuse d'une certaine visée radicale par l'ampleur des changements de société qu'elle peut à terme contribuer à entraîner –, le citoyen militant n'entretient néanmoins aucune intention révolutionnaire. S'il se nourrit à une certaine méfiance à l'endroit des institutions traditionnelles du pouvoir, et peut à l'occasion de certaines campagnes recourir à des stratégies empruntées à des mouvements politiques plus radicaux (tels la désobéissance civile, les boycottages, les manifestations de rue ou les objections de conscience), il ne s'abandonne toutefois ni à souhaiter le renversement du système en place, ni à questionner la légitimité de celui-ci, ni même, en définitive, à remettre en cause les grandes lignes de son fonctionnement. Car son *modus operandi* n'est pas celui de la résistance, de l'affrontement ou de la contestation. Son action s'inscrit plutôt toujours dans la légalité et les règles que lui imposent à la fois le pouvoir politique – les initiatives citoyennes se font presque toujours dans le respect des lois et de l'ordre public – et le pouvoir économique – la logique de la consommation responsable, par exemple, s'inscrit parfaitement à l'intérieur des paramètres du capitalisme consumériste puisqu'elle respecte la logique marchande, en ne visant qu'à influencer la demande. Autrement dit, le citoyen militant n'ambitionne pas de renverser le capitalisme, mais seulement de lui inculquer une certaine dose d'humanité... Ce que vise le citoyen militant est toujours simplement une (ré)appropriation d'espaces de mobilisation citoyenne au sein de la société, espaces que le pouvoir établi est généralement d'autant plus disposé à lui concéder que ces demandes ne menacent pas l'ordre établi, et qu'au contraire, ce dernier peut même à l'occasion tirer un certain profit des initiatives mises de l'avant par ce mouvement.

Ainsi, le citoyen militant agit-il véritablement en marge du pouvoir, à distance à la fois de ceux qui le contestent et de ceux qui le détiennent. Il ne vise nullement à s'ériger en contre-pouvoir, pas plus qu'il ne vise à s'accaparer le pouvoir. Le citoyen militant n'est ainsi ni contestataire ni conformiste en ce que son action s'inscrit parfaitement à l'intérieur de l'ordre établi.

LE CITOYENNISME COMME FORME DE MILITANTISME INTÉGRAL

En dépit du caractère inédit du citoyen militant comme nouvelle forme de militantisme, il faut voir que la genèse et l'action de ce mouvement *s'inscrivent parfaitement dans l'ordre idéologique contemporain*. Dans le présent contexte marqué par une domination de l'individualisme libéral, le

citoyennisme incarne une forme de militantisme que l'on pourrait qualifier d'« intégral ».

a) L'individu comme acteur du citoyennisme

L'un des principaux traits distinctifs de ce nouveau militantisme est la place centrale qu'y occupe l'individu. En effet, le principal agent du citoyennisme, c'est-à-dire son principal sujet, en tant qu'acteur et initiateur des actions menées au nom de ce mouvement, est bien toujours *l'individu, en sa qualité ici de citoyen engagé*. C'est l'individu en tant qu'individu qui est le véritable maître d'œuvre de cette nouvelle forme d'activisme. Qu'est-ce à dire ? À la différence d'autres mouvements politiques ou militants qui ont choisi la classe sociale (pour les mouvements d'obédience marxiste, socialiste, communiste ou anarchiste libertaire, la classe prolétarienne par exemple), la nation ou le peuple (pour les groupes nationalistes), la communauté religieuse (notamment au sein du fondamentalisme ou de l'intégrisme), ou certains groupes de personnes ayant en partage des intérêts particuliers communs (tels les syndicats de travailleurs, les guildes de musiciens, les groupes de défenses de personnes handicapées, les regroupements de parents catholiques, les groupes d'anciens combattants, etc.), le principal sujet du militantisme citoyen demeure toujours l'individu en soi. Autrement dit, le principal « sujet historique » du citoyennisme – s'il nous est possible de s'exprimer ainsi, tant une telle formule semble éloignée du vocabulaire associé à ce mouvement – est bien toujours le sujet individuel, autrement dit, le simple citoyen. En effet, même si bon nombre d'initiatives citoyennes peuvent prendre la forme d'actions concertées ou collectives, et par suite peuvent conduire à la constitution de regroupements organisés de manière plus ou moins formelle – avec ses réseaux citoyens, ses forums de discussions, ses carnets web militants, ses groupes de réflexions, etc. – et même si l'implication citoyenne peut conduire, à petite échelle, à l'émergence de nouvelles formes de solidarité, il reste néanmoins que le citoyennisme demeure essentiellement un mouvement d'individus qui agissent toujours à titre individuel. Pareillement, on peut voir que même si l'action citoyenne s'articule presque toujours autour de causes qui dépassent les individus qu'elle mobilise, lesquels s'y impliquent presque toujours de manière désintéressée – on ne saurait en effet accuser ceux qui, par exemple, militent pour sensibiliser le public, au nom de l'idéal de développement durable, à couper l'eau du robinet lorsqu'on se brosse les dents d'action intéressée... –, il n'en demeure pas moins que le militantisme citoyen passe toujours par l'individu pris individuellement. C'est que le citoyennisme n'interpelle toujours que des consciences individuelles, des sujets individuels. Au cœur de tout engagement citoyen se trouve une question : « qu'est-ce que je pourrais faire, moi, quidam lambda, en tant que simple citoyen pour contribuer à changer le monde dans mon entourage ». Puisque c'est bien toujours en son nom propre et sur une base strictement volontaire et individuelle que tout citoyen libre et conscient se rallie aux causes défendues par le militantisme citoyen. Autrement dit, ce nouvel activisme ne mobilise que des individus désireux d'agir en leur nom propre et non jamais sur la base d'une appartenance identitaire spécifique (en tant que gai, catholique, néo-québécois, handicapé, par exemple) ou même au nom d'une appartenance à tel ou tel groupe spécifique (à titre de membre de telle association, de tel groupe distinct, de telle église, etc.). Aussi est-ce pour cette raison fondamentale que le citoyennisme peut faire de la sphère privée son premier champ d'intervention. Car ni la classe sociale, ni la nation, ni quelque groupe d'intérêt, quel qu'il soit, ni même la communauté religieuse ne saurait agir dans cette sphère au sein de laquelle l'individu demeure incontestablement seul maître à bord.

b) L'individu comme point focal du citoyennisme

Ainsi, l'individu, en sa qualité de simple citoyen, agit-il au sein du citoyennisme comme le point focal à partir duquel on pense les enjeux et les problèmes auxquels sont confrontées nos sociétés, et, par suite, à partir duquel on imagine des solutions pour y faire face. Autrement dit, en forçant le trait, mais sans vouloir caricaturer, on peut dire que la perspective fondamentale sur laquelle se fonde le militantisme citoyen est celle qui consiste à « voir le monde et vouloir le changer à partir de soi-même ». Accordons bien sûr qu'un tel accent mis sur l'individu constitue assurément, à notre époque, une stratégie de choix pour recruter et mobiliser de futurs militants – tout un chacun ne peut alors échapper à l'appel du citoyennisme car tous, sans exception, peuvent faire leur part en leur qualité de simple citoyen. Mais cet accent mis sur l'individu est bien plus qu'une stratégie de recrutement puisque, de manière plus marquée, elle est au cœur de la représentation du social sur laquelle se fonde le citoyennisme et, ce faisant, elle conditionne totalement ses actions et initiatives.

D'abord, les actions et les initiatives menées au nom du citoyennisme se déploient toujours sous la forme d'actions *ciblées*. C'est que ce nouveau militantisme ne se mobilise qu'autour de causes spécifiques, ne consacre son action qu'à des enjeux particuliers : il vise ici à promouvoir l'achat de café équitable au sein de son milieu de travail, là à mobiliser les gens de son voisinage afin de mettre sur pied une initiative d'embellissement urbain, ailleurs à interdire la malbouffe dans les cafétérias des écoles publiques de sa ville, etc. Même s'il faut reconnaître que certaines initiatives citoyennes peuvent faire l'objet de concertation et de coordination, et ainsi conduire à la mise sur pied de campagnes plus vastes et moins localisées, il n'en demeure pas moins que les initiatives citoyennes entendent toujours en définitive se déployer à proximité des gens. Autrement dit, si ses actions et initiatives tendent à être toujours ciblées, c'est que le citoyennisme entend rester proche de la réalité quotidienne de ses militants, car il veut être au cœur de la vie de son principal acteur, l'individu en tant que simple citoyen. La recherche d'un monde plus vert, plus équitable, plus solidaire doit toujours commencer là où cela compte d'abord et avant tout, soit dans la vie de tous les jours, dans le milieu de vie quotidien de tout un chacun. Cela permet d'ailleurs de rendre compte de l'importance prépondérante que peuvent revêtir, au sein de ce mouvement militant, les actions qui se rattachent à son premier champ d'intervention, celui de la consommation responsable. Le principal attrait de ces actions réside précisément dans leur capacité à pouvoir mobiliser tout un chacun dans le cadre de ses activités quotidiennes et, si l'on peut dire, dans le « confort » de sa vie privée. Car consommer « citoyen », c'est une forme de militantisme sans carte de membre. C'est pouvoir s'engager sans contraintes ni obligations, puisque cela n'engage toujours que soi-même dans l'anonymat de sa vie privée.

Ensuite, l'un des principaux traits qui distinguent la pensée citoyenniste, si on la compare à celles qui se rattachent à d'autres formes d'activisme, notamment celles qui sont plus politisées, est l'absence de véritable *perspective systémique*. Nous entendons par « perspective systémique », appliquée ici à toute forme de militantisme, une pensée qui tend à saisir la société, son mode de fonctionnement, ses acteurs, mais surtout ses problèmes, dans sa globalité, en tant que tout complexe relevant de dynamiques générales globales, et non pas simplement comme un ensemble de problèmes à régler au cas par cas. Si le citoyennisme est incapable de s'élever à une telle perspective, c'est qu'il demeure entièrement attaché à la perspective limitée qui est la sienne, centrée sur l'individu. En affirmant cela, il ne s'agit pas de dire que le citoyennisme n'est pas guidé par la conviction sincère que ses actions et initiatives, aussi localisées soient-elles, ne puissent contribuer, par effet domino, à « changer le monde ». Car tout activiste citoyen entretient la certitude de la portée véritablement globale (même si cette portée peut paraître lointaine) de chacune des initiatives auxquelles il prend part. Les initiatives citoyennes visent, toujours ou presque, un certain effet global, car en définitive, chaque geste compte. Mais malgré cette prétention, le citoyennisme s'abstient d'inscrire ses actions et initiatives à l'intérieur d'une véritable pensée systémique : il pense invariablement des solutions aux problèmes auxquels il s'attaque à partir d'une perspective limitée, soit celle du simple citoyen qui subit dans sa vie quotidienne les effets néfastes de ces problèmes.

En d'autres termes, à la différence de mouvements militants politiques plus traditionnels, que ce soit les mouvements institutionnalisés et conformistes tels que les partis politiques ou les mouvements contestataires et révolutionnaires, le citoyennisme ne possède pas d'*idéologie politique* propre, et sa pensée ne tend pas non plus vers la constitution d'un tel cadre théorique. Cette absence s'explique d'abord par une aversion plus ou moins marquée à laquelle carbure ce mouvement à l'endroit de toute forme de pensée idéologique. Comment les individus, libres et autonomes qu'ils sont, pourraient-ils se laisser prendre au piège de l'idéologie, estime ce mouvement ? Pour tout citoyen responsable et par suite conscientisé, l'idéologie apparaîtrait toujours comme un dogme, un carcan, voire un mirage qu'il faudrait à tout prix éviter. Mais de manière plus fondamentale, si le militantisme citoyen fuit les grandes théories systémiques, nommément les idéologies politiques, c'est que son sens premier réside non pas dans les grands discours et les grandes théories, mais dans l'action, celle menée dans la quotidienneté et dans la proximité du milieu de vie de chacun de ses militants. Le citoyennisme n'est pas une école de pensée, mais d'abord et avant tout une forme d'activisme dans le sens fort du terme. De toute façon, au besoin, lorsqu'il s'agit par exemple de justifier ses actions à l'aide d'une pensée dotée d'une certaine teneur théorique, le citoyennisme sait qu'il peut continuer à emprunter ici et là les éléments d'une analyse systémique aux grandes idéologies politiques traditionnelles, que ce soit, pêle-mêle, au socialisme (pour ses actions de solidarité par exemple), au libertarianisme (pour son rejet de l'idéologie), à l'anarchisme (pour légitimer l'idéal d'autogestion qui accompagne certaines de ses initiatives de mobilisation), mais surtout, et de loin, à l'écologisme (pour l'ensemble de ses initiatives éco-responsables). Si le citoyennisme peut se passer d'idéologie politique, c'est qu'il sait qu'il peut trouver ailleurs les ressources théoriques systémiques nécessaires à la légitimation de ce qui constitue sa première raison d'être, soit ses actions et initiatives citoyennes.

Or, en refusant d'adopter une telle perspective systémique, le citoyennisme se trouve dès lors privé de la possibilité d'imaginer des actions et initiatives qui pourraient s'attaquer, à la source, aux véritables origines des problèmes que connaissent nos sociétés. Autrement dit, *les véritables origines des problèmes qu'il veut résoudre échappent à toute véritable réflexion et par conséquent, se dérobent à toute action citoyenne*. Aussi l'activisme citoyen reste-t-il condamné à ne pouvoir offrir que des solutions ciblées, à la pièce, puisqu'il est en quelque sorte prisonnier de la perspective limitée à travers laquelle il saisit le monde et entend agir sur lui. Dominé par la nécessité de trouver ça et là des solutions aux problèmes tels qu'ils se font sentir dans la quotidienneté, tels que les vivent au jour le jour les simples citoyens, le citoyennisme ne s'active toujours qu'en aval des problèmes, et non jamais en amont. Ainsi, au lieu d'imaginer des solutions qui pourraient tendre, à terme, à venir à bout des causes profondes des inégalités économiques dans nos sociétés, le citoyennisme s'affaire par exemple à monter une campagne de financement pour l'achat de matériels scolaires pour les enfants démunis de son quartier ; plutôt que de militer pour une réforme majeure des principes qui guident l'urbanisme de nos villes, il mène des campagnes de sensibilisation pour le prolongement de telle ou telle piste cyclable ; plutôt que de s'attaquer aux origines réelles de la crise écologique, il milite pour l'achat de papier hygiénique fait à « 100 % à partir de fibres post-consommation ».

L'approche idéologique, en tant que forme par excellence de pensée systémique dans le champ politique, sans offrir de réponses toutes faites à tous les problèmes de nos sociétés – comme le soutiennent généralement ses détracteurs afin de mieux faire ressortir la nature inadaptée de ces réponses –, offre néanmoins une perspective générale, une conception du monde spécifique à partir de laquelle il est possible de saisir le monde dans sa globalité et qui permet d'inscrire une action militante dans une stratégie d'ensemble : elle peut, par conséquent, proposer des solutions qui aspirent à remonter aux origines des problèmes de la société par le biais d'un programme d'action politique spécifique. Les grandes idéologies politiques appellent toujours des programmes en vue de s'attaquer aux causes premières des problèmes capitaux affligeant nos sociétés. À l'opposé, le citoyennisme n'offre que des solutions à la pièce, des solutions isolées centrées sur tel ou tel problème spécifique. Or,

même si on parvenait à mettre bout à bout chacune des initiatives citoyennes en matière d'environnement, par exemple, force est de reconnaître qu'on serait encore bien loin d'une solution à la hauteur de la crise écologique qui guette la planète. Les solutions à la pièce proposées par le citoyennisme pour contrer cette crise ne seront jamais plus que des fragments de solutions, des miettes de réponses, dans la mesure où il leur manquera toujours une cohérence d'ensemble que seule une véritable stratégie systémique serait en mesure de leur procurer.

c) Faire de la politique tout en se passant de la politique

Que le citoyennisme incarne une sorte de militantisme intégral n'est pas redevable au simple fait que son action et ses initiatives s'inscrivent dans la conformité de l'ordre établi, autrement dit qu'il n'est pas subversif ou qu'il n'appelle pas à la révolution ; au quel cas, il faudrait alors ranger dans cette catégorie d'autres mouvements militants. De manière plus fondamentale, cela tient plutôt à la conviction centrale sur laquelle se fonde ce mouvement, conviction qui semble profondément ancrée en chacun de ses militants, voulant que tout individu, en sa qualité de simple citoyen, et par sa propre initiative, *puisse véritablement contribuer à changer le monde*. Chacun peut « faire sa part », et chacun doit « faire sa part » puisque chaque geste compte. Il ne s'agit pas ici de nier que chaque citoyen puisse, au sein de son milieu, et de manière autonome, être à l'origine d'actions ou d'initiatives dans plusieurs sphères de la vie sociale, lesquelles peuvent contribuer à entraîner certains changements globaux. Tout un chacun peut en effet être à l'origine d'actions et d'initiatives citoyennes – pour peu toutefois qu'il détienne la citoyenneté, puisque ceux qui ne la possèdent pas ou qui ne jouissent pas d'un niveau suffisant d'intégration dans la société (les nouveaux arrivants, les exclus, les marginaux, etc.) restent généralement plus insensibles à l'appel du citoyennisme. Il va de soi que les citoyens n'ont pas toujours à attendre l'intervention de l'État pour régler certains problèmes qu'ils vivent eux-mêmes et auxquels ils sont en mesure de trouver des solutions. Mais derrière cette conviction se cache une prétention forte qui, si elle n'est pas toujours explicite dans le discours citoyenniste et si elle n'accompagne pas l'ensemble des initiatives menées au nom de ce mouvement, semble néanmoins largement partagée par bon nombre de ses militants, notamment parmi les plus actifs ou engagés – prétention qui peut même de temps en temps friser l'infatuation. C'est que le citoyennisme affiche une certaine *prétention à la suffisance*, selon laquelle tout individu, à titre de simple citoyen, est non seulement capable d'initiatives citoyennes – ce qu'on ne peut nier –, mais peut également en bonne partie se passer de la politique et, par extension, de ses représentants traditionnels et de l'État, comme institution politique souveraine, pour assumer la prise en charge de son destin. Les individus, en tant que simples citoyens, se suffisent en quelque sorte à eux-mêmes. Conforté par la conviction que chaque geste compte, le citoyen engagé se sent maître de son destin – de son destin individuel d'abord, soit ce qui l'attend au cours de sa vie individuelle, mais aussi, de son destin collectif, soit celui de la société à laquelle il se sent appartenir et au sein de laquelle il engage son action. Si le citoyennisme s'écarte doublement de la politique traditionnelle, tel que nous l'avons souligné, c'est en fin de compte en raison de cette prétention forte qui consiste à affirmer qu'il peut très bien s'en passer ! Le citoyennisme ne nie pas le politique, soit l'idée que le pouvoir, dans toute société, est toujours configuré suivant un certain ordre, lequel il nous est possible d'influencer, pas plus qu'il n'appelle au démantèlement de l'État – il ne souscrit pas aux idéaux anarchistes –, mais il prétend néanmoins largement pouvoir se passer d'eux. Le citoyennisme proclame en quelque sorte la possibilité de *faire de la politique tout en se passant de la politique*. Il affirme pouvoir changer le monde sans pour autant recourir aux mécanismes politiques traditionnels. À preuve, le fait qu'avec le citoyennisme, et de manière particulièrement saisissante dans le cas de la consommation responsable, la politique est conçue comme quelque chose pouvant être pratiquée dans la sphère privée. La politique devient avec le citoyennisme une affaire privée ! Or, croire

que l'on peut véritablement importer la politique dans la vie privée témoigne d'une conception du lien social et du politique qui n'accorde plus de place qu'à l'individu, seul maître de son destin individuel et collectif.

En somme, le mouvement citoyeniste s'affiche comme une forme de *militantisme intégral*, en ce qu'il représente l'aboutissement d'un certain développement propre à l'ordre idéologique contemporain. Cette nouvelle forme de militantisme repose en effet sur un principe qui représente une sorte de surenchère de la *conception au cœur de l'idéologie libérale qui fait de l'individu le seul maître de son destin*. Précisément, cette prétention suivant laquelle le citoyenisme pourrait largement se passer de la politique participe d'une tendance lourde caractéristique de l'ordre idéologique dominant, soit celui d'une « autonomisation » croissante des individus – on pourrait dire, d'une « individualisation » croissante des individus. Le citoyenisme semble coïncider avec une nouvelle étape d'un processus historique accompagnant l'évolution du libéralisme en Occident depuis ses débuts, et qui tend à faire de l'individu la seule réalité sociale, le seul véritable acteur de la société. Ainsi, après avoir intégré l'idée que c'est dans la sphère privée que toute personne peut trouver son salut économique – avec la naissance du capitalisme au xv^e siècle – et après avoir intégré l'idée selon laquelle la question religieuse en est une qui, en définitive, appartient au domaine privé – depuis, peut-être, la fin des Guerres de religion en Europe à la fin du xvi^e siècle –, le libéralisme, sous l'impulsion du citoyenisme, serait aujourd'hui en passe de faire chavirer la politique dans la sphère privée.

Danic Parenteau

NOTES

* Danic Parenteau est professeur adjoint au Collège militaire royal de Saint-Jean. L'auteur tient à remercier Martine Lauzé pour ses précieux commentaires tout au long de la rédaction de ce texte.